

531C fait

PREFECTURE DES YVELINES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
ENQUETES PUBLIQUES

1, rue Jean Houdon
 78010 VERSAILLES CEDEX

Affaire suivie par Marie-Paule Quincey

☎ 01 39 49 76 85
 FAX 01 39 49 74 98

VERSAILLES, le 2 septembre 2013

CUT 78	URBA	SPR
ERSGL	SPI	DSPR ✓
AV	POC	SSP
11 SEP. 2013		
EAU	ENREGISTREMENT ✓	
	21186	

BORDEREAU D'ENVOI

A
 DRIEE-UT/78

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<u>Novergie Ile de France à Carrières sur Seine</u> ➤ copie de l'arrêté de mise en demeure du 2 septembre 2013 ➤ copie du courrier transmis à l'exploitant	1 1	<u>TRANSMIS</u> <u>POUR INFORMATION</u>

Le Bureau de l'Environnement et
 des Enquetes Publiques,

Marie-Paule Quincey



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Yvelines

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 réglementant l'ensemble des prescriptions, encadrant les conditions d'exploitation et se substituant aux arrêtés préfectoraux antérieurs de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située 2 rue de l'Union à Carrières sur Seine et Chatou et exploitée par Novergie Ile de France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire et consolidé du 27 juin 2011 pour l'exploitation des installations susvisées ;

Vu la visite d'inspection du 25 octobre 2012 ;

Vu le rapport du 10 juillet 2013 par lequel l'inspection des installations classées indique notamment qu'elle a constaté, lors de la visite du site le 10 juin 2013 que la société Novergie Ile de France ne respectait pas la totalité des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 11 juillet 2013 ;

Considérant le dépassement récurrent de la valeur limite du flux journalier d'oxyde d'azote ;

Considérant que ce dépassement a été signalé à l'exploitant lors de la dernière visite d'inspection le 25 octobre 2012 et que les mesures mises en œuvre par la société n'ont pas permis de supprimer tout dépassement pour ce polluant ;

Considérant que le site se situe en zone sensible du plan de protection de l'Atmosphère d'Ile de France, dans laquelle des dépassements récurrents des valeurs limites réglementaires en oxyde d'azote sont constatés, et pour laquelle des mesures doivent donc être prises pour limiter les émissions de ce polluant ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er}: La société Novergie Ile de France est mise en demeure, **dans le délai maximal de six mois**, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions visées à l'article 4.15 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 (respect de la valeur limite du flux journalier en oxydes d'azote) et d'en transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.

Article 2 : si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 : délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Versailles. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, les maires de Carrières-sur-Seine et Chatou, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **2 SEP. 2013**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète chargée de mission pour la politique de la ville


Sandrine MICHALON FAURE